

BELGIQUE

Parution du Nouveau code de gouvernance d'entreprise 2020

L'Institut des Réviseurs d'entreprises (IRE) rend compte de la parution du Nouveau code de gouvernance d'entreprise 2020, qui s'appliquera aux sociétés cotées belges à partir des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Ce nouveau Code constitue une mise à jour des versions antérieures de 2004 et 2009, afin de tenir compte des différentes évolutions intervenues dans le cadre réglementaire belge et européen. Pour toute précision complémentaire, veuillez suivre le lien :

https://www.corporategovernancecommittee.be/sites/default/files/generated/files/page/code_belge_de_gouvernance_dentreprise_2020.pdf

IRE – Communiqué de presse -9 mai 2019

ETATS-UNIS

L'ASB veut améliorer la communication dans les rapports d'audit

Au cours des dernières années, les chefs de file de la profession comptable ont cherché à identifier des moyens permettant aux auditeurs de communiquer des informations plus utiles aux utilisateurs des états financiers et des rapports d'audit. L'Auditing Standards Board de l'AICPA, ASB, publie deux normes d'audit : Statement on Auditing Standards (SAS) N° 134, Auditor Reporting and Amendments, Including Amendments Addressing Disclosures in the Audit of Financial Statements, et SAS N° 135, Omnibus Statement on Auditing Standards - 2019, destinées à accroître la valeur informative du rapport d'audit et à aligner les normes d'audit généralement admises aux Etats-Unis (GAAS) sur les normes de l'IAASB et du PCAOB. Pour toute précision complémentaire, veuillez suivre le lien :

https://www.journalofaccountancy.com/news/2019/may/asb-enhances-communication-in-auditors-reports-201921143.html?utm_source=mnl:alerts&utm_medium=email&utm_campaign=08May2019&utm_content=button

Journalofaccountancy.com – 8 mai 2019

Deloitte s'associe avec un spécialiste en droit du travail

Le réseau d'avocats de Deloitte Legal a annoncé un partenariat avec le cabinet juridique Epstein Becker Green, en vue de proposer des services internationaux en droit du travail et gestion du personnel. Face aux sujets de plus en plus complexes auxquels sont confrontés les employeurs de groupe internationaux : conformité législative, émergence de sujets technologiques (intelligence artificielle) et sociétaux (égalité des salaires, harcèlement, conventions collectives, etc.), les entreprises vont de plus en plus avoir besoin d'un conseil susceptible de traiter l'ensemble de ces questions. Ce partenariat permettra la mobilisation d'une équipe multidisciplinaire de professionnels pour proposer des réponses à l'ensemble des problématiques qui se posent. Pour toute précision complémentaire, veuillez suivre le lien :

<https://economia.icaew.com/news/may-2019/deloitte-partners-with-us-labour-law-specialist>

Economia.icaew.com - 6 mai 2019

Le CAQ publie une aide à l'application de la nouvelle norme sur les pertes de crédit

Le Center for Audit Quality annonce la publication d'un nouvel outil destiné à aider les comités d'audit dans leurs responsabilités de supervision, à l'heure où les entreprises mettent en application la nouvelle norme de comptabilisation des pertes de crédit. Cette norme, qui entre en vigueur en janvier 2020, comporte de larges implications et va considérablement transformer la pratique en vigueur. La publication du CAQ, intitulée «Preparing for the New Credit Losses Standard: A Tool for Audit Committees», devrait leur apporter une aide précieuse. Pour toute précision complémentaire, veuillez suivre le lien :

<https://www.thecaq.org/preparing-for-the-new-credit-losses-standard-a-tool-for-audit-committees/>

CAQ – Communiqué de presse – 3 mai 2019

INDE

Les Big Four dissuadés d'exercer le droit en Inde

Les Big Four ont vu leurs ambitions de missions juridiques en Inde se restreindre du fait d'une ordonnance provisoire rendue par le Conseil du Barreau de New Dehli, faisant suite à une plainte déposée par l'Association des cabinets juridiques indiens. Ces dernières années, les Big Four ont été très actifs sur le marché des services juridiques via des recrutements et des acquisitions de structures, voire, le cas échéant, d'alliances stratégiques avec des cabinets juridiques. Pour sortir de cette situation d'interdiction en Inde, les Big Four pourraient bien reproduire le schéma d'alliances stratégiques qu'ils ont conclues dernièrement aux Etats-Unis avec des cabinets juridiques. Pour toute précision complémentaire, veuillez suivre le lien :

<http://www.internationalaccountingbulletin.com/News/big-four-suffer-blow-to-legal-ambitions-in-india-7197073>

International Accounting Bulletin – 9 mai 2019

ROYAUME-UNI

EY recrute un cabinet d'avocats prestigieux pour contrecarrer les projets de réforme de la CMA

EY a engagé l'un des quatre cabinets d'avocats britanniques les plus prestigieux, Slaughter and May, pour le conseiller sur les ramifications juridiques induites par les recommandations de grande envergure présentées par l'Autorité britannique de la concurrence, CMA, en vue de réformer le secteur de l'audit. Bien qu'il reconnaisse la nécessité d'améliorations profondes en vue de renforcer la protection des retraités, des salariés et des investisseurs, EY se dit inquiet de l'ampleur des propositions avancées par la CMA et souhaite en moduler la rigueur. Pour toute précision complémentaire, veuillez suivre le lien : <https://economia.icaew.com/news/may-2019/ey-hires-magic-circle-law-firm-to-challenge-cma-reforms>

Economia.icaew.com – 3 mai 2019